

L'histoire de la révolution bolivarienne n'est pas un conte de fée. C'est une histoire probablement vieille de plus de 500 ans, comme le dit la légende. La révolution bolivarienne est l'extension de ces révoltes dispersées sur tout le continent qui au début n'ont ni mots d'ordre ni drapeaux, seulement le refus de la soumission et du dépouillement, puis le refus de l'oubli. La révolution bolivarienne est écrite par ceux qui n'oublient pas. Depuis la conquête, le monde détruit et humilié n'a cessé de hanter le nouveau, qu'on faisait bâtir grâce à la sueur et au sang des premiers habitants, puis grâce aux vies sacrifiées des Africains esclavagisés, fraîchement débarqués en Amérique Latine.

La révolution bolivarienne a le mérite de faire réapparaître par sa formule le « spectre de Bolivar » et de donner au nouveau jour amnésique une note de résistance qui vient de loin, plus loin que Simón Bolivar lui-même. Elle est une résurrection. La révolution renvoie par sa formule et sa pratique aux révoltes du passé, qui surgirent comme des éclairs dans un ciel de catastrophe interminable.

Elle bloque l'Histoire en 1998. Contre l'éternel recommencement, elle a le regard vers le passé, vers ces naufragés de la mémoire qui prennent le nom de révolte et de soulèvement et qu'il s'agit de faire rejaillir sur le présent. S'ouvre alors pour le pays et l'Amérique Latine une nouvelle manière de regarder l'histoire et de la faire. La découverte de l'Amérique n'est pas « le jour de la race » mais le « jour de la résistance ».

La révolution bolivarienne se nourrit de ce passé jonché de débris, de ce que nous commençons à être et de ce que nous aurions pu devenir, pour former et défendre un présent en lutte qui doit faire aboutir ce qui s'est dérobé dans le passé. Elle est une histoire en devenir qui s'écrit par épisodes irréguliers. Elle réapparaît par lueurs dans le ciel noir de l'oubli lorsqu'on rend justice par le combat actuel à ceux qui, sous des modalités et des mots différents, défendaient une aspiration similaire, dans leurs batailles d'hier. Le président Hugo Chávez donnera de la visibilité à ce combat qu'il a étendu au-delà des frontières vénézuéliennes. Un petit livre qui l'accompagnera des casernes jusqu'à Miraflores donne la synthèse de ces temporalités en discordances : *Bolivar. Pensée précurseur de l'anti-impérialisme*, de Francisco Pividal¹. La révolte de Bolivar est une rupture et un processus qui a ouvert la voie à l'anti-impérialisme. Le tournant bolivarien contemporain se traduit par l'anti-impérialisme. Se veut anti-impérialiste. Comme la dépossession des peuples et le sabotage des souverainetés nationales passent à notre époque par l'économie, une économie capitaliste mondialisée, on imagine que cette dernière ne devrait pas faire bon ménage avec l'héritage de Bolivar. Pour ne pas disparaître, il aurait pu entraîner l'économie dans un tournant anticapitaliste. Tournant ultime, aboutissement et extension du sursaut bolivarien. Il n'en fut rien, mais un virage aura lieu en direction d'un socialisme du XXI^e siècle qui constitue bien une actualisation et un dépassement de la pensée du Libertador.

Après s'être montrée bolivarienne, la révolution s'est voulue socialiste. Un socialisme nouveau, bolivarien, chrétien, robinsonien², indo-américain, imposé par personne mais fait par le peuple lui-même qui, grâce à la nouvelle Constitution, a un cadre beaucoup plus large pour agir. Le peuple a pleinement la possibilité d'exercer ses droits, qui sont civils mais aussi sociaux et communautaires. Tandis que le peuple n'existe pas dans les sociétés libérales, qui vouent un culte à l'individu, au Venezuela on célèbre « *el pueblo valiente* » (le peuple courageux) et l'on mise sur lui pour la construction du « Pouvoir Populaire ». L'exaltation qu'il a suscitée dans les discours en fait un mythe. Il est le sujet historique de la transformation révolutionnaire de la société. Il est ce qui fait tourner la société et ce pourquoi elle tourne. Lorsqu'on parle d'intérêt du peuple, on pense à intérêt collectif, à la solidarité, et lorsqu'on entend parfois la formule « peuple bolivarien », on imagine qu'il n'est pas défini par les frontières nationales. Il est latino-américain. Il se définit par sa classe sociale et son combat pour les autres qui revient au combat pour lui-même. Dans le discours, il est ce qui cimente la société quand l'argent est ce qui la mutile, creusant les fossés entre les gens et les

classes sociales.

La formule « démocratie protagoniste », en forme de pléonasme, insiste et souligne l'importance du peuple dans l'exercice de la démocratie. Elle ne peut pas être laissée à des représentants professionnels de la politique. La démocratie doit être populaire, large, donc ne pas s'éteindre à la porte des entreprises. La révolution bolivarienne s'est forgée sur une Constitution nouvelle (1999) qui entendait donner au pays une dynamique sociale, démocratique, populaire, pacifiste.

Passons sur les bonnes intentions et essayons de voir ce qu'il en est aujourd'hui de ce processus. On va mesurer l'écart grandissant entre les aspirations du début et ce que vivent les Vénézuéliens au jour le jour. Lorsqu'on écoute les témoignages et qu'on regarde la vie ordinaire à Caracas ou ailleurs au Venezuela, le visage de la révolution bolivarienne change de forme. Il est déformé par les miroirs impitoyables de la réalité. Pour ne pas perdre la face, le pouvoir bolivarien se regarde lui-même et annonce à qui ne veut pas l'entendre comment il est beau et comment il est juste. Le drapeau s'agite et les idées de l'Idole d'hier se ressassent, mais personne ne donne la réplique au pouvoir qui s'approprie le discours sur la révolution, devenu un logiciel idéologique qu'on fait tourner en boucle pour faire accepter l'inacceptable.

Après être revenu sur quelques éléments qui peuvent expliquer comment le Venezuela en est arrivé là et comment la révolution bolivarienne a pu tomber dans les pièges qu'elle s'était promise d'éviter, devenant au yeux de tous une caricature de ce qu'elle fut, nous entamerons une analyse épistémocritique des mots du pouvoir.

On ne l'attend pas et elle arrive : la révolution bolivarienne

Si vous n'étiez pas persécutés par l'extrême pauvreté, pas à la rue, pas analphabète, pas dépourvus d'hôpital public dans votre village et pas réellement animés par les idées de justice et de défiance à l'égard des États-Unis, vous n'aurez pas vu passer la révolution bolivarienne qui, pour vous, n'existe pas. Comparé au bipartisme de la fausse monnaie politique de la IV^e République, la révolution est bien plus folklorique. Ce qui semblait immuable change. Au lieu d'être spectateur, le peuple peut assister à la fête. Bolivar est remis à l'honneur et les États-Unis remis à leur place. Ceux-ci ne peuvent plus former les militaires comme le faisait leur célèbre « École des Amériques » qui a violenté les corps et marqué les mémoires du sous-continent. Une fois au pouvoir, le président Chávez supprime la *peinilla* (arme en forme de machette utilisée par la police de l'époque). L'avenir est dans plus de liberté et plus de justice sociale, il s'incarne aussi par une volonté d'indépendance de la première puissance mondiale et dans la critique de sa morale et de ses guerres. Chávez a critiqué avec virulence la deuxième guerre en Irak et il était l'un des rares à continuer de le faire pour la guerre en Afghanistan, où là encore, on prétendait créer une démocratie — à l'image des démocraties occidentales bien entendu — en utilisant le bombardement et le chaos.

Après la nouvelle Constitution, ce sera l'ébauche d'une nouvelle économie. Bien que l'entreprise pétrolière PDVSA (entreprise publique vénézuélienne de pétrole et de gaz naturel) ait été nationalisée le 29 août 1975 par Carlos Andrés Pérez, elle était contrôlée par un groupe social qui s'enrichissait du tarissement des réserves pétrolières et qui supportait mal les ingérences du gouvernement pour mettre la main sur les bénéfices. Ce qui était censé appartenir depuis 1975 à la nation ne profitait qu'à une minorité. La situation commencera à changer au fur et à mesure, principalement fin 2002 et début 2003. Le relatif partage des revenus pétroliers va permettre d'asseoir une politique sociale³. Cette nouvelle entrée d'argent pour le gouvernement fera le succès puis la ruine progressive de la révolution bolivarienne, noyée dans le pétrole et dans la corruption.

La loi du pétrole, la loi du béton

Une utopie indexée sur le cours du pétrole a forcément des limites. Dépendant des réserves disponibles et du prix du baril, elle devient très volatile. Elle est soumise aux fluctuations boursières, dépend d'un marché mondial qu'elle ne contrôle pas mais qu'elle critique par ailleurs. Plus le prix du baril est élevé et plus l'utopie est forte. Les chiffres le laisseraient presque croire.

En fait, la société nouvelle est déjà en décalage avec le projet originel bolivarien de souveraineté, qui supposait au contraire de faire une rupture avec la dépendance pétrolière ; une rupture avec tout ce qui s'était fait jusqu'alors. Cette césure nécessaire n'a pas eu lieu dans la pratique faute de volonté, de conscience sociale et écologique, et aussi en raison de la complexité du problème. Un changement de cette ampleur supposait et suppose encore de tout revoir. 96% de l'économie vénézuélienne dépend du secteur pétrolier. Ce chiffre nous renseigne sur un point. Le Venezuela est un pays du sud qu'on a contraint à ne vivre que de l'exportation du pétrole comme d'autres furent acculés à la monoculture du coton, du soja ou du maïs. Le Venezuela a marché longuement dans cette voie, tête baissée, sans jamais se relever, se diversifier, afin qu'une poignée de pays, les plus industrialisés de la planète, puissent s'assurer d'avoir à bon prix l'énergie nécessaire au fonctionnement de leur propre économie. Le pétrole se dilapidait, et le peuple n'en voyait pas la couleur. Lorsque ce n'était plus possible, il y a eu le sursaut.

Si la ponction sur les revenus pétroliers a donné vie à plusieurs projets, comme la construction de logements sociaux⁴ ou d'hôpitaux dans les quartiers pauvres (mission *barrio adentro*), elle enracine aussi la nation entière dans un système pervers de dépendance, plein de contradictions. La loi du pétrole est une loi de fer. Elle a maintenu le pays dans une position de soumission en permettant à des entreprises et à des pays capitalistes d'avoir le combustible nécessaire au fonctionnement de leur économie d'échange pourtant décriée par le Venezuela. Paradoxe. On ne sort pas de la dépendance et de la domination, on revoit seulement les conditions d'exploitation. Le pays reste à la place qui lui est assignée.

En périphérie, il est vrai qu'il cherche un autre langage que celui de la rentabilité dans l'exportation. Une autre combinaison. Elle sera gagnante pour l'Amérique Latine. L'alliance Pérocaribe (qui regroupe 18 pays) ne vise pas à voler l'Amérique Latine mais à la relever. Le pétrole est vendu mais à taux préférentiel. Une partie de la vente est dédiée à l'entraide. Au don. Péto Bronx fut aussi une aide non négligeable aux plus défavorisés, dirigée à l'endroit des pauvres et des Afro-américains. Même si des changements résiduels ont bien eu lieu au Venezuela et en Amérique Latine (Péto caribe), ils restent assujettis à l'exportation pétrolière qui fait tout à la fois : soulage le pauvre et l'Amérique Latine, mais continue de remplir le réservoir d'une économie qui tourne contre les peuples et aux dépens de l'écosystème. Ces accords n'ont pas permis de construire une économie durable, saine, et indépendante du pétrole. Le Venezuela a garanti un accompagnement social des plus pauvres d'un côté tout en continuant à livrer son pétrole de l'autre pour les barons du capitalisme. Lesquels utilisent l'énergie pour alimenter une économie d'échange qui, dans son fonctionnement, rend les pauvres plus pauvres et intoxique la planète, en même temps qu'elle dilapide les ressources naturelles.

La loi du pétrole est indexée sur la loi du béton qui ruine la fertilité des terres disponibles pour complexifier et bétonner les zones susceptibles de servir à la société de consommation. Le pétrole est au centre de cette économie des paradoxes qui fait cohabiter sur une même planète mégapoles géantes bétonnées d'un côté, destruction de la nature de l'autre. Le pétrole est l'ingrédient indispensable de l'économie du feu qui brûle de l'énergie et consomme la planète pour les profits de quelques-uns. L'eau, réduite en espace clos, puisée en masse et polluée, n'a aucune valeur. Elle est

réduite au rôle de servante. Elle est au service de l'économie du feu. Le Venezuela participe à cette économie obsolète en fournissant un combustible mortel.

L'économie vénézuélienne est dépendante du pétrole qui lui-même s'en remet à l'eau et à ses réserves disponibles pour durer. Ce n'est pas la géologie mais le marché mondial qui a coupé l'herbe sous le pied du Venezuela. Avec la chute du prix du baril, l'économie ne tient plus. Les dollars qui irriguaient la société vont se tarir. La circulation de la richesse dans l'économie s'épuise... jusqu'à l'asphyxie. Cette chute du prix du pétrole explique en partie la situation actuelle du Venezuela, contraint comme à l'accoutumée aux importations, mais sans dollars pour pouvoir le faire. S'accélère alors l'endettement, la pauvreté, la pénurie.

Épistémocritique : les maux du pouvoir

Il y a pourtant un problème à présenter les choses uniquement à travers le prisme de la chute du prix du baril, qui devrait expliquer à elle seule la situation désastreuse dans laquelle se trouve le Venezuela. Cet angle est pris par le gouvernement lui-même et par ceux qui, en Amérique et dans le monde, s'arment de ces situations objectives pour expliquer le déclin du modèle économique. Il est pourtant plus judicieux de pointer la ruine actuelle comme un héritage du renoncement à la sortie du tout pétrole. Favorisant l'intégration latino-américaine et réduisant de façon conséquente l'extrême pauvreté, cette dépendance n'était plus vue comme un problème mais comme une bénédiction. Le pétrole synonyme de dollars a pourtant entaché le projet commun pour le Venezuela et l'Amérique Latine, créant sur le long terme un détournement de fond gigantesque qui a profité à quelques-uns mais pas au pays. La question du jour pourrait être la suivante : où est passé l'argent du pétrole lorsque le prix du baril était à 100 ou 120 dollars ?

Si la récupération par l'État des revenus du pétrole a impulsé une précaire politique sociale, elle a également fait grossir le compte en banque de nombreux politiciens enivrés par l'argent facile⁵ ; ruinant par leur commodité et leur utilitarisme les rêves émancipateurs de la révolution bolivarienne. Le déclin d'une bourgeoisie a élevé au rang de maître une nouvelle classe sociale qu'on peut appeler la bolibourgeoisie. Ces nouveaux riches issus du chavisme ont fait voler en éclat le sens des mots sans trop en écorcher la coquille. Il n'en reste pas moins que les mots ont été vidés. Ne subsiste que le reflet de ce qu'ils étaient. Ils sont des arbres debout, sans sève à l'intérieur et sans eau, qui veulent représenter la forêt : mots sans racines, qui font comme si de rien n'était. Le politicien s'en saisit et ils se reproduisent entre eux. Les mots ne donnent plus de sens mais de la contenance. Ils ont le blason robinsonien et ceux qui les emploient usent de tournures en faveur de l'amour du vrai, du beau, de la justice, mais il n'y a rien de tout cela sous leur chapeau. Les cerveaux ne pensent plus : ils calculent. Mécanisme rapide dans son fonctionnement. Froid, implacable. Ils calculent : logique utilitariste et financière. Sauver ma mise. Me faire riche. Au détriment des autres, tant pis. Ils tombent et poussent la société « dans les eaux glacées du calcul égoïste » (Marx). Le fait de se corrompre et de se servir dans la caisse commune pour s'enrichir a donné du crédit à l'idéologie qui considère que tout peut s'acheter et que tout peut se vendre, et qu'il faut tirer son épingle du jeu car la vie est une guerre et elle n'attend pas. Il faut gagner, se faire riche encore, gagner plus, voler mieux. Cette mentalité a fleuri avec, à son ombre, une société de consommation émergente qui a déclenché pour le pays beaucoup de frustration et de violence pour ceux qui ne pouvaient pas faire parti du club. Ceux qui en ont fait partie ont pu s'acheter une identité par l'intermédiaire des choses. Ce pacte avec la consommation inclut un essorage de la conscience critique et de ses principes populaires. Arbre sans sève et personnes sans principes.

On dévoie son parti, sa classe sociale, ses idées et les idées émancipatrices pour lesquelles on s'est levé ; d'autres se sont levés. Il n'y a plus d'idées. Elles ne rapportent rien et nous font perdre notre

temps. Il ne reste que des intérêts. Dans l'analyse il faut faire se toucher les mots et les maux qui s'enchâssent l'un dans l'autre. On va marcher sous cette architecture après un aperçu rapide du grand détournement.

La corruption

« La fuite des capitaux atteint des montants alarmants : plus de 28 milliards de dollars entre 1999 et 2002, soit près de 30 % de l'ensemble de la richesse produite en 2002 », expliquait récemment Renaud Lambert⁶. L'auteur poursuit :

À ce niveau, on ne parle plus de ponction, mais de saignée. (...) Alors que les réserves de devises s'effondrent, le pouvoir bolivarien prend la seule mesure adaptée : en février 2003, il introduit un contrôle des changes et fixe la parité entre la monnaie nationale et le dollar. (...) À partir de ce moment, l'État se réserve la capacité d'allouer ou non les dollars que lui demande telle ou telle entreprise pour importer. (...) L'opération est simple. Imaginons un importateur qui dispose d'un réseau lui permettant d'acheter des bouteilles d'eau à 10 centimes pièce. Il obtient de l'État des dollars pour en acheter un million qu'il déclare payer 20 centimes pièce par le biais d'une entreprise qu'il aura préalablement créée en dehors du pays. Résultat : l'entrepreneur dispose de 100 000 dollars qu'il peut écouler sur le marché noir local.

Étant donné qu'il est plus difficile d'obtenir les dollars de la part de l'État, le poids du marché noir s'est accru : il intervient là où l'État ne le peut plus. Sur ce marché, plus la demande de dollar pour les importations est élevée et plus le cours de la monnaie augmente, sans jamais se stabiliser sur la durée. Au taux du marché noir, le dollar a pu atteindre par exemple 4000 bolivares.⁷ Le développement de la spéculation et la fuite de capitaux sont donc liés à la baisse des revenus du pétrole et au contrôle des taux de change, avec à son ombre le développement du marché noir de la monnaie.

En ce qui concerne la diminution des revenus, la situation est la suivante : dans les dernières années l'économie fonctionnait habituellement avec 40 milliards de dollars par an, après le paiement de la dette externe⁸ ; en raison de la chute du prix du baril, les recours perçus de la rente pétrolière arrivent en janvier 2014 à 3 milliards de dollars. En janvier 2015, les revenus tombent à 815 millions de dollars, puis atteignent 77 millions de dollars en janvier 2016⁹. Le gouvernement a alors une rentrée d'argent qui est beaucoup plus faible tandis que la demande en devise reste la même ; ce qui explique l'endettement de l'Etat et la folie spéculative sur la monnaie.

Pour enrayer ce processus, d'anciens ministres vénézuéliens, Héctor Navarro et Ana Elisa Osorio, qui furent ministres dans le gouvernement d'Hugo Chávez (1999-2013), ont mis en place une Plateforme pour l'Audience Publique et Citoyenne. Elle regroupe journalistes et militants du mouvement social et entend mettre en lumière les fraudes du pouvoir afin de mettre un terme à la corruption. Une demande écrite a été envoyée au Conseil Moral Républicain. Il regroupe l'ensemble des entités suivantes : Défenseur du Peuple, Ministre Publique, Bureau de Contrôle Général de la République. L'organisme doit réagir sur le détournement estimé de 256 milliards de dollars de fonds, assignés par la CADIVI (organisme responsable du contrôle des changes) pour des entreprises fantômes (*empresas de maletín*).¹⁰ Le document revient sur les déclarations de l'ancien président de la Banque Centrale Vénézuélienne, Edmée Betancourt, et d'autres ministres. Il vise à comprendre grâce à ces révélations la grande escroquerie. Le document s'appuie aussi sur plusieurs rapports effectués par

Marea Socialista. Les rapports devraient permettre d'ouvrir une enquête. Le Conseil Moral Républicain était tenu de se prononcer en ce sens ; soutenir le procès. La publication du 18 septembre 2015 de la plate-forme entendait que l'organisme récepteur (Conseil Moral Républicain) « informe publiquement de ses actions et qu'il ordonne dans l'immédiat l'ouverture d'une enquête sur l'occurrence d'un présumé détournement continue des fonds de la nation. »¹¹ Le document présentait quelques pistes premières qu'aurait pu prendre l'organisme, comme la publication des listes complètes des noms des entreprises et le montant des devises reçues, octroyées par l'État durant les années 2014 et 2015. Autres mesures : empêcher le paiement de la dette pendant que l'investigation se réalise, ou encore, vérifier si les entreprises utilisent les dollars concédés à taux préférentiel pour payer les actionnaires à l'extérieur du pays. Malgré le vif intérêt que présente ce travail, il a abouti le 3 février 2016 sur un « non-lieu »¹². Voilà la réponse de l'institution qui est le garant moral du Venezuela. Une claque, comme le dit lui-même José Pereira, secrétaire de l'organisation et de la formation des Cercles Bolivariens du Venezuela.

De son côté l'opposition vénézuélienne a dénoncé, en octobre 2016, une malversation faramineuse de 11 milliards de dollars concernant PDVSA entre 2004 et 2014. L'information a été révélée suite à une investigation dirigée par la Commission de Contrôle de l'Assemblée Nationale Vénézuélienne. 11 milliards de dollars de perdu... pas pour tout le monde.¹³

La fin du sens

Les maux du Venezuela résident dans la corruption, dans la violence. Ces problèmes de fond remontent jusqu'à la surface et font craqueler la coquille de la révolution bolivarienne qui n'existe plus que comme une caricature de celle qu'elle fut. Les fonds sont détournés et la pauvreté directe refait face. Elle marche dans les rues le regard triste, investit les métros pour un monologue de l'urgence déclamé à qui veut l'entendre, elle mendie, invente des histoires, demande n'importe quoi, que ce soit un petit billet ou une petite banane, de l'écoute, de l'argent encore, même si ces yeux semblent un appel au secours et à l'amour. La pauvreté fait violence comme la situation économique actuelle faite d'exclusion du travail ou d'exploitation au travail fait violence.

Si les campagnes électorales du pouvoir se font en l'honneur du pauvre et d'une classe ouvrière mythifiée, le réel dans lequel marche la population ne ressemble pas à cette théorie. La théorie n'a plus rien de pratique, elle est faite par des comptables de l'économie qui ne savent plus raconter des histoires mais qui s'obstinent à en garder le monopole. Leur conte de fée vient buter sur une réalité devenue un cauchemar. Le livre n'est plus de lettres mais rempli de chiffres. Les conteurs de l'anti-impérialisme sont devenus d'excellents *compteurs* pour leurs propres intérêts, mais lorsqu'ils veulent créer de nouveau la communion, le rassemblement rituel, il n'y a plus personne, il n'y a plus de rêve : l'histoire sonne faux. Certains viennent par habitude ou par intérêt corporatiste, militaires ou fonctionnaires, mais il n'y a plus rien chez eux non plus. Les supporters du pouvoir dansent sur la théorie et se gargarisent de ces notes qu'ils imaginent toujours vraies, devenant insensibles à la réalité, imperméables au bon sens et à la critique.

L'Histoire racontée a le parfum des vaincus. Elle se définit davantage par ses références que par ses actions. Elle se dit bolivarienne, se dit dans la lignée de Chávez devenu un Dieu, elle se dit du peuple ; progressiste, socialiste. La filiation, les images et les signatures suffisent à créer l'illusion d'un projet de société fait au nom du peuple et de l'amour ; mais ce peuple adoré dans le discours est ici meurtri ; à la fin du mois le dernier servi¹⁴. Les tâches les plus ingrates comme le ramassage des poubelles se font sans salaire, sans droits et sans reconnaissance. Les autres, qui ont un salaire, ne viennent pas à bout de leur peine. L'argent versé à la fin du mois ne permet pas de vivre ni de survivre. Ceux qui s'en sortent le doivent sûrement plus à la grâce de Dieu et à la solidarité

populaire, à l'entraide, qu'au gouvernement. Le peuple ne crée plus la société de demain, il végète dans le vieux monde en entretenant une économie inefficace et corrompue ; une économie prisonnière du pétrole et de la marchandise. Victime de la pénurie de nourriture et de médecine, la population est noyée par un discours officiel qui lui ne manque jamais et se trouve même à profusion. Cette noyade du peuple pris par l'urgence du présent entraîne dans son tourbillon le sens, échoué du discours. Quand les mots frappent contre la carapace, il s'évanouit. Le sens disparaît. Le peuple se retrouve mains nues dans la tempête faite de discours vide et d'inflation galopante. L'économie est dérégulée mais le langage l'est aussi. Il a perdu sa capacité d'action. Il ne crée plus le réel. Il le décore mais ne le modèle plus. Il ne rassemble plus. La dollarisation de l'économie pousse la société vers l'abîme tandis que le discours joue sur la prolifération et le travestissement pour ne plus craindre la chute. Le peuple se retrouve pris dans les filets d'une situation invivable, bloqué mais acculé à la marche, assommé par les princes de la politique et les rois de l'économie qui ne se contentent pas de ces attributs. Ils veulent en outre se délecter du discours traditionnel bolivarien en même temps qu'ils en dilapident l'essence dans leurs institutions. Aujourd'hui, le discours bolivarien n'a plus d'autre vocation que de garantir la domination. Simple habit idéologique d'un pouvoir qui est en peine de se montrer dans ses vrais habits et dans ses vraies envies de pouvoir et d'argent, ce discours répétitif dynamite le sens profond des mots. Répétant éthique, répétant justice, répétant peuple, la bureaucratie bavarde parviendrait presque à nous dégoûter et de l'éthique et de la justice et du peuple. Les gens partagent le quotidien avec la pénurie mais aussi avec un langage littéraire et révolutionnaire abondant qui leur est devenu étranger après l'être devenu envers lui-même. Ce langage ne dit plus rien du peuple alors qu'il était sien, alors qu'il était son frère : la représentation graphique de ce qu'il était et de ce vers quoi il allait. Le pouvoir est parvenu à désamorcer la langue. Problème ignoré mais profondément lié au pourrissement du Venezuela. Le chaos touche à la culture mise à mal et aux mots souillés. La chape de plomb est sur l'imaginaire. L'empoisonnement du langage corrompt les âmes qui habitent des corps désorientés, sans repères, perdus¹⁵. C'est la fin du sens et de l'essence. Les mots n'incarnent plus le réel tel qu'il est et tel qu'il devrait être, ils transmutent un vague souvenir des mots d'hier pour légitimer leurs sorties. Ils visent à semer la confusion, à l'oblitération du sens. Ils sont un outil pour la gestion du troupeau. Grâce au pouvoir en place, le détournement du sens fait qu'un corrompu se nomme socialiste et qu'un opposant, dans la bouche du pouvoir, devient un fasciste.

La révolution bolivarienne selon le camp « progressiste »

L'évolution du langage pourrait renseigner sur la transformation progressive du pouvoir, qui s'est détourné du peuple, et donc de lui. On pourrait effectuer un parallèle entre le détournement de fonds et le détournement de sens. Mais on ne peut rien voir de cette transformation dans la presse « progressiste » qui refuse de voir l'abîme entre les mots et les choses.

La presse progressiste en Amérique Latine, c'est par exemple *La Epoca* (journal « progressiste » bolivien). La révolution bolivarienne est vue comme un mouvement d'idées, un combat politique évolutif, progressiste. La première dénomination avait sûrement de bonnes raisons qu'elle allait chercher dans le pays, les témoignages, les indicateurs (IDH, coefficient de Gini, etc.). Aujourd'hui, toutes les informations se rangent derrière la catégorie « progressiste » qui devient une catégorie idéologique vraie par avance, sans effectuer le voyage réflexif nécessaire entre le mot et la chose. L'histoire commence avec le mot. Plus l'histoire avance et moins il a de rapport avec la réalité. La presse « progressiste » a alors une vision cyclique et compartimentée du Venezuela et du monde à cause d'un rapport aux mots qui s'autonomise de la réalité. Les mots marchent seuls sur la page blanche. Ils créent des idées qui se flattent et se reflètent dans un jeu de miroir. Les mots se glosent. Les articles se reproduisent, les mots se répètent et l'on ne sort pas de ce brassage du même avec des formules différentes. La révolution bolivarienne devient une philosophie abstraite qui puise dans

un réservoir de mots ou le pouvoir lui-même est venu puiser infiniment ; entre corruption silencieuse et discours forts et bien chargés, la réserve partagée était le retour obligé pour bien choisir. Les politiciens y mettent la langue pour envelopper les mots d'une aura gagnante. Puisant dans le vocabulaire bolivarien, de Chávez, la bolibourgeoisie politicienne a empoisonné la langue. Toutes les formules émancipatrices ne s'énoncent plus que par usage, tradition propre du pouvoir. Pour les politiciens, le langage bolivarien n'est qu'une formule gagnante électoralement. Les mots sont appréciés comme tels. Comme le vent tourne et que ce langage a perdu de son attrait, beaucoup de « chavistes » sont passés du côté de l'opposition pour de nouveau se gonfler de mots, dont la valeur est égale au pouvoir qu'ils apportent et à la richesse qu'ils garantissent. Dans la République, l'utilitarisme s'est fait roi. La presse « progressiste », plus sensible à la vitrine et au drapeau, ne le voit pas.

La révolution bolivarienne devient un concept qui fait écran. Empêche de voir. Il ignore les histoires réelles, les fictions ordinaires de la survie en République Bolivarienne. Le concept parle de tout sauf des gens. Le concept aborde le contexte général mais ne mentionne pas ceux qui tombent sous les balles, ceux qui meurent par manque de médecine, par inefficience et par indifférence. La presse progressiste en général a une vision immuable de la révolution bolivarienne. Elle la dessine sur la feuille blanche en s'appuyant uniquement sur des idées, qui elles ne s'appuient sur rien. Si ce n'est sur d'autres idées. La presse ne parle pas de la destruction des idées qui ne mènent plus le monde (ceux qui le dirige) pas plus qu'elles ne mènent le Venezuela tombé dans l'idéologie de ses ennemis. L'erreur ultime est d'associer la révolution bolivarienne au pouvoir alors que ce dernier n'est plus que le fantôme de ce qu'elle fut. Côté pouvoir, ne demeure que l'illusion. La presse progressiste en fait sa réalité.

Et la révolution bolivarienne alors ?

Si l'on doit encore parler de la révolution bolivarienne, si l'on souhaite encore la voir, ou apercevoir ses héritiers, il faut se détourner du pouvoir et aller du côté de Centro Madre¹⁶ ou les consciences se sèment avec la souveraineté alimentaire. Il faut vadrouiller dans ces contrées ignorées des journalistes. Ici, les héros du quotidien avancent sans drapeau et réaniment par leurs actions ce qui n'existe plus dans les institutions. Ils parlent moins mais travaillent durs, et parlent juste. On doit aller dans ces lieux improbables du Venezuela où l'agroécologie prend racine, là où l'on pense en commun, où l'on agit pour les autres grâce à une association des Droits de l'Homme ou une Fondation contre le cancer.¹⁷ Si l'on vaque loin des villes, on peut rencontrer ceux qui cultivent la vie, non pas pour en faire commerce après la frontière colombienne, mais pour nourrir le peuple qui a faim. S'il y a des raisons d'espérer elles sont ici : dans l'agroécologie, l'entraide populaire, l'envie de comprendre, l'envie de lutter, l'envie d'agir et de retirer par ses propres actions, qui sont réellement la qualité d'une personne et d'une révolution, la légitimité donnée à l'entreprise Polar pour nourrir le peuple et au gouvernement pour le représenter.

La révolution bolivarienne vue de l'extérieur

Malgré la situation traversée par le Venezuela il semble que la représentation du pays par les organisations « progressistes » soit à l'image de ce type de presse, inchangée, interchangeable.

Le Venezuela est vu comme à l'avant-garde des nations sud-américaines qui se rebellent face à l'impérialisme et au néolibéralisme, il est donc aimé et soutenu par plusieurs citoyens, associations et partis de gauche. Voyons par exemple [un communiqué de soutien au Venezuela](#). Il a été publié le 11 avril 2016 et signé par plusieurs organisations, notamment le Parti Communiste Français, le Parti de Gauche, l'association Galeano, l'association Simón Bolívar, le Cercle Bolivarien de Paris, France

Amérique Latine, France Cuba, Mémoire des luttes, Mouvement pour un Socialisme du XXI^e siècle, le Mouvement de la Paix.

Il commence ainsi :

« Nous, les mouvements sociaux, partis politiques, associations, citoyens et citoyennes d'Europe et d'Amérique latine qui vivons en France et accompagnons le projet progressiste bolivarien qui a commencé avec le Commandant Hugo Chavez et qui se poursuit aujourd'hui avec le président Nicolas Maduro, manifestons notre préoccupation face aux attaques, nationales et internationales, systématiques et incessantes à l'encontre du processus démocratique vénézuélien. »

Le communiqué ne s'embarrasse pas de la réalité. Les signataires se définissent comme compagnons du « projet progressiste bolivarien ». Ils préfèrent défendre ce projet abstrait face aux menaces que de mettre l'index sur ce qui en particulier, à leurs yeux, vaut la peine d'être sauvé. Ce qui, en particulier, est aux prises avec des attaques nationales et internationales et doit être défendu par une campagne de solidarité internationale. Les signataires raisonnent par camp, par catégorie. Comme Maduro poursuit le « projet progressiste bolivarien » commencé sous Chávez, ils sont prêts à croire qu'il est toujours chargé de sens ; considèrent que tout ce que fera le gouvernement du Venezuela ira en direction de la paix et de la justice sociale car de fait, objectivement, il s'inscrit dans le prolongement du président défunt. La référence vaut plus que les actions.

Toutes ruptures et difficultés sont imputables à ceux qui au Venezuela et à l'étranger « attaquent » le pays mis au rang de victime, après être rangé dans la catégorie des pays « progressistes ». Ce communiqué redonne malheureusement du crédit au pouvoir en place, laissant croire qu'il y a bien une ligne morale qui continue, un projet cohérent et progressiste qui se poursuit, en direction de la paix et de la justice, alors que comme on a tenté de l'expliquer, le discours « progressiste » n'est plus qu'une mascarade discursive qui sert au maintien d'une domination. Ce soutien revient à se mettre derrière une grande entreprise de travestissement ; à dépenser de l'énergie pour défendre une contrefaçon, laissant pendant ce temps la vérité mourir et le peuple ignoré souffrir. L'intervention de Jean-Luc Mélenchon du 8 juin 2016 au Parlement Européen reprend ce mythe [lorsqu'il considère le gouvernement du Venezuela comme le meilleur ami des pauvres](#).

Un graffiti sur un mur de Maracaibo peut lui donner la réponse : « Le gouvernement aime tellement les pauvres qu'il nous multiplie. »

La révolution bolivarienne sans le peuple

La révolution bolivarienne se poursuit comme antipode de ce qu'elle était. Elle va contre la langue et contre le peuple. Aujourd'hui, c'est un processus bien plus autoritaire que démocratique. Il se moque de l'Assemblée Nationale comme de la Constitution. Le pouvoir est au service de lui-même. Deux exemples permettent d'y voir clair et de ne pas se tromper.

L'État d'urgence économique

La mise en place de cet « État d'urgence économique » a entraîné le Venezuela dans une nouvelle phase. Appliqué en janvier 2015, le gouvernement ne s'est pas appuyé sur la démocratie pour sa

réalisation. La démocratie est à ses yeux de plus en plus fastidieuse et encombrante. Seul compte le résultat. La machine économique est dérégulée : il faut la régler. La démocratie est vue comme un luxe¹⁸ que l'État ne souhaite plus s'offrir. La mesure la suspend. Tout est sacrifié pour sauver l'économie. Pour réparer l'économie, il faut mettre entre parenthèses la démocratie et se détourner des bases fondamentales de la Constitution Bolivarienne, pense l'État. Or, l'économie n'est pas un moteur de voiture qu'on répare. Elle traduit dans son fonctionnement des choix de société. Si l'État veut remettre sur pied l'économie sans passer par la démocratie, il va réactiver une économie qui ne sera que le prolongement de ce qu'il est et de ce qu'il souhaite. Une économie sans le peuple, on peut s'en douter, sera aussi une économie contre lui.

L'État passe outre les refus successifs de l'Assemblée nationale de voir l'État d'urgence s'appliquer. Il l'exécute quand même. Et le Tribunal Suprême de Justice est complice de cette violation lorsqu'il considère que ce passage en force est « constitutionnel » car la Constitution ne permet pas son renouvellement.¹⁹ Moralement et juridiquement, l'État d'exception ne devrait pas devenir l'État normal. D'un point de vue linguistique l'État inverse la sémantique de « l'État d'exception ». De moment ponctuel, il est venu à référer une temporalité continue. Par cette mesure le droit constitutionnel est exclu directement et pour tout le temps²⁰. Pour l'organisation Amnesty International, « l'État d'exception » risque d'aggraver la situation des Droits de l'Homme dans le pays.

Un autre exemple : « el Arco Minero »

La société tourne sans le peuple et en est fière.

Le décret est un autre symbole du non-respect de la Constitution et des droits politiques du peuple. Ce dernier se retrouve totalement ignoré et méprisé dans un projet qui le concerne en premier lieu mais sur lequel il n'a pas eu son mot à dire. Il n'y a pas de démocratie, seulement des affaires qui se mènent. Pour le projet d'exploration et d'exploitation des réserves d'or, de diamants, de coltan, de fer et de bauxite dans des mines à ciel ouvert qui vont compromettre 12% du territoire national, l'État n'a pas jugé bon de s'en remettre au peuple pour que celui-ci commente et valide le bien-fondé ou non d'un tel programme économique. L'État s'en remet aux hommes d'affaires et le peuple doit être au garde-à-vous. Le gouvernement enfonce le clou sur le productivisme et l'extractivisme, encore vus comme de bons remèdes pour relever le Venezuela.

Le pouvoir pense avoir la bonne formule : pas de démocratie mais des résultats ; pas d'humains mais des chiffres. L'État court vers l'abîme, entraînant avec lui la société qui n'aura bientôt pas d'autres choix que de se soulever, ou de périr. Après ne plus avoir de dollars et quasiment plus de pétrole, le gouvernement va retirer au pays une autre richesse naturelle qui lui reste, faite de terre, d'eau, de chair et d'os. La richesse humaine et naturelle est condamnée par l'arbitraire à l'appauvrissement et à l'empoisonnement au nom d'une précaire richesse financière qui tôt ou tard se tarira. Obnubilé par les dollars qu'il espère faire venir à lui, l'État n'a pas regardé la carte élaborée par toutes les autorités des quarante-neuf communautés. Pour la bureaucratie d'affaires ces communautés ne valent rien. Elles ne sont qu'un obstacle au Progrès capitaliste à qui il convient d'expliquer dans leurs langues natives les retombées positives du projet. Certaines ont bien compris mais n'en veulent pas. Les Yekuana et Sanema « rejettent définitivement l'implantation du décret Arco Minero « dans leurs territoires et habitats. » ». L'État n'écoute pas : il veut faire parler aux peuples le langage de la soumission et de la comptabilité pour qu'ils acceptent gentiment le déplacement. Ne plus être encombrant. Ne pas compromettre les choses sérieuses. Rester en dehors des négociations entre l'État et les entreprises. Le peuple, pas plus que la constitution qui en son article 129 impose au pouvoir de mener une étude environnementale et socioculturelle, n'ont été pris en compte. La

fiction bolivarienne est bien peu de chose face à une réalité capitaliste implacable.

Les protections juridiques par décrets sur la réserve forestière, les lois sur l'environnement et plusieurs accords internationaux n'ont pas survécu non plus au programme tant voulu par les multinationales. L'État n'en a fait qu'une bouchée, et la voie fut libre.

Hypnotisés par le profit, les dirigeants ne voient pas que sur ce vaste territoire se trouve la plus grande réserve d'eau de la nation ; ils n'ont d'yeux que pour le minerai qui abonde et les dollars qui attendent. Les valves sont ouvertes. Le plan va impliquer trente-cinq pays, notamment le Canada, la Chine, la Russie, l'Arabie Saoudite, l'Afrique du Sud, les États-Unis, le Congo, l'Angleterre, l'Allemagne, la Suisse. Cent cinquante entreprises ont été conviées à se joindre à l'extraction et au festin, parmi lesquelles, Camc Engineering CO.LTD, Yakuang Group, Barrick Gold. Cette dernière qui s'est vue suspendre sa concession en 2009 par le président Chávez revient en force. Le gouvernement lui déroule le tapis rouge et s'engage à l'indemniser. Pardon pour l'expropriation de mon prédécesseur. Voilà pour vous. Une humiliation !

Retour sur la petite histoire. En coulisse, Barrick Gold s'est défendu de cette expropriation en ayant recours au Centre International de Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI). Ce tribunal est une composante du groupe Banque Mondiale. Il est saisi par les multinationales pour réclamer des indemnités et compensations lorsque l'État prend des mesures qui « privent l'investisseur des bénéfices qu'il pourrait raisonnablement espérer » ou qui pourraient s'apparenter à une « expropriation indirecte ». Les entreprises comme Barrick Gold le convoquent dès qu'elles rencontrent une barrière mise sur leur chemin. Il suffit qu'un parlement adopte une mesure (comme une loi environnementale ou une loi augmentant les impôts sur les sociétés) qui va à l'encontre des transnationales pour que l'État soit sanctionné par cet arbitre international qui assure la liberté du commerce et de l'accumulation. La décision tombe, le jugement de la Banque Mondiale a déterminé que le Venezuela devait indemniser l'entreprise à hauteur de 740,3 millions de dollars, sur quoi Maduro s'est engagé. Comment se fait-il que le président s'engage à rembourser la multinationale aurifère la plus puissante du monde alors que le pays, sur décision de l'ancien président, a quitté l'organisme depuis le 24 janvier 2012 ?

En acceptant le remboursement de ces indemnités, l'État reconnaît par-là la décision du CIRDI et accepte d'être toujours régi par ses règles. Pour Maduro la charte du CIRDI vaut plus que la Constitution. Il ne devrait pas en être ainsi. Même si le Venezuela était toujours sous l'autorité du CIRDI, il appartenait à l'État et aux tribunaux de déterminer si ces traités sont conformes au droit interne et aux grands principes de droit international tels qu'ils figurent dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. N'étant pas conforme au Droit vénézuélien et à sa Constitution cette demande d'indemnisation aurait dû être nul. L'État fait du zèle. Il envoie un signal clair au monde des affaires : les intérêts des transnationales passeront avant ceux du peuple. Il risque d'y avoir d'autres compagnies comme Crystallex, Gold Reserve, Rusoro, Vanessa Ventures, ainsi que plusieurs entreprises pétrolières expropriées - jugeant l'avoir été - pour réclamer leur dû. Pris dans l'engrenage, l'État devrait rembourser le montant des demandes accumulées contre lui au sein du CIRDI. S'élevant à 45 milliards de dollars la facture est salée et très critiquable quant à son bien-fondé.

Selon Gustavo Márquez²¹, cet accord inverse toute la politique de la révolution bolivarienne anti-néolibérale. Illégale avant, le projet continuera à l'être pendant. Le décret d' *el Arco Minero* « ouvre la possibilité aux entreprises de commercialiser un pourcentage de l'or à l'étranger, sans avoir à passer par la Banque Centrale du Venezuela pour laisser les profits en dehors du pays, sur des comptes offshore ; ce qui entre en contradiction avec la loi n° 40.692 du 30 juin 2015, ou le Gouvernement National établissait que *les personnes, les sociétés ou coopératives qui développent des activités d'exploration et d'exploitation de l'or dans les zones destinées aux activités minières*

dans le pays devront vendre à la Banque Centre du Venezuela tout le matériel aurifère obtenu. »²²

Comme dans toutes les mines du monde les problèmes seront fréquents et les catastrophes en forme d'écocide tout à fait possible. En Guyane par exemple, en 1995, 3200 millions de litres d'eau usées riches en cyanure ont été déversées dans le principal fleuve de Guyane, l'Essequibo, suite à la rupture du barrage d'endiguement. Plus proche de nous, il s'est passé une catastrophe similaire dans la mine ouverte de Veladero dans la province de San Juan, située à 4000 mètres d'altitude sur la Cordillère des Andes, en Argentine. Lorsque tout allait bien et que personne ne parlait d'elle, Barrick Gold utilisait plus de 110 litres d'eau à la seconde ce qui équivaut à 9 millions et demi de litres par jour, selon le Département Hydraulique de San Juan, publié par Greenpeace. Tout était normal, mais voilà qu'un problème de valve lors de la lixiviation (lorsqu'on sépare la roche des métaux avec le cyanure) et une vanne ouverte qui ne devait pas l'être déclenchent le drame. Le 12 et 13 septembre 2015, Barrick Gold déverse dans le fleuve Potrerillos une quantité importante d'eau pleine de cyanure.

Ces catastrophes ordinaires, en polluant l'écosystème et les humains, nous concernent tous. Elles ne présagent rien de bon pour le Venezuela.



« Non à l'Arc Minier / L'Orénoque appartient à tous / Ensemble nous sommes un fleuve. » (Source/Crédits)

Venezuela : l'énigme à résoudre

« On regrette toujours la mort, mais quand il s'agit d'un militant de première ligne, de quelqu'un

que j'ai un jour défini comme « le gouvernant le plus généreux que je n'aie jamais connu », la douleur a une autre dimension. »²³ Chávez, selon José « Pepé » Mujica, ex-président de l'Uruguay.

Chávez est bien mort et n'en finit pas de mourir. Si elle a toujours eu à ses débuts cette image généreuse que Mujica n'a pas manqué de saluer, la révolution bolivarienne n'a jamais eu en elle la clef de l'énigme.

Depuis le départ, la révolution bolivarienne a toujours été tâtonnante. Chávez par exemple est d'abord partisan de la troisième voie avant d'être plus critique à l'égard du capitalisme. N'en demeure pas moins que sa pratique est timide et limitée, bien en deçà des discours enflammés. Il en résulte un curieux mélange. Le bouquet se veut révolutionnaire, fait de Jésus, Miranda, Bolívar, Che Guevara, mais la société à des parfums différents. Toujours capitaliste, toujours hiérarchisée et très dépendante du pétrole comme on l'a vu.

Après s'être tournée sur le langage et l'histoire, la révolution défigurée de l'intérieur par la corruption en a annihilé l'essence, ce qui menace sérieusement le futur, au même titre que le productivisme, la baisse du prix du baril, l'individualisme, l'autoritarisme.

De petits renoncements sous Chávez aux grandes trahisons sous Maduro, on n'en arrive là, à l'inflation, la violence, la corruption. Pour les trois dernières années, l'État a payé 60 milliards 375 millions de dollars pour le remboursement de la dette publique externe, ce qui est tout à fait scandaleux lorsque des droits minimums, comme la santé, l'alimentation, ne sont plus assurés.²⁴ Les affaires passent avant. Le remboursement ne date pas d'aujourd'hui. Il est chose étrange à côté de discours qui cherchent une coloration anticapitaliste.

Lorsqu'on inscrit sa politique dans la filiation d'un Bolívar, il conviendrait de ne pas oublier ses réflexions prophétiques à ce sujet. Dans une carte au vice-président Francisco de Paula Santander, le 14 juin 1823, il précise que « la dette nationale va nous opprimer ». ²⁵ Elle commande la politique de l'État et sera plus encore dans le futur, avec l'augmentation de l'endettement, un mécanisme néocolonial de soumission. Alors, l'histoire ne s'écrit pas dans la lignée du Libertador mais sous la houlette des créanciers, de grands capitaux anonymes, à qui il convient de rendre des comptes. Il en est ainsi.

Le gouvernement est orphelin de filiation, amnésique, il n'a pas d'histoire. Heureusement, une partie du peuple lance les dés d'un nouveau langage pour récupérer la sienne, usurpée. Il est le gardien de la mémoire et le passeur des luttes futures. Son histoire, il devra la faire, cette fois-ci sans idole, directement. En donnant aux mots une saveur nouvelle. En ayant le regard tourné vers le passé. Ce passé que le pouvoir profane. Le peuple vit et aime. Il n'attend pas. Partout, il agit. C'est dans le quotidien qu'il appartient aux autres, aux gens de peu, de rendre son aura à l'amour et à la solidarité.

références

1. ↑ *Bolívar. Pensamiento precursor del antiimperialismo*, Edition, Casa de las Américas, Cuba, 1977.
Simón Rodríguez, également connu sous le nom de Samuel Robinson, est un philosophe et éducateur vénézuélien, né à Caracas le 28 octobre 1769 et mort dans le district d'Amotape (Pérou) le 28 février 1854. Une mission éducative mise en place par Chávez porte son nom : la mission Robinson. Elle permettra d'en finir avec l'analphabétisme.
2. ↑

Cette nouvelle distribution ne se fera pas sans difficulté, car en face, les propriétaires de capitaux ne se laissent pas faire. Le sabotage économique des hauts dirigeants du secteur pétroliers (initié dès le 10 décembre 2002) durera deux mois et amputera le PIB d'environ 10% (Maurice Lemoine, « [L'opposition vénézuélienne joue son va-tout](#) », *Le Monde Diplomatique*, avril 2004). Selon un rapport de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), les déstabilisations économiques ont joué un rôle négatif dans le pays, si bien que « les programmes sociaux créés pour atteindre pleinement la qualité de vie de la population auraient pu présenter de bien meilleures avancées si le pays n'avait pas connu de coup d'État et de déstabilisations économiques entre 2001 et 2003. » (« [Informe Nacional de Seguimiento de la aplicación del plan de la Cumbre Mundial sobre la Alimentación](#) », 2008)

3. ↑ Dans le cadre de la grande mission Vivienda, des milliers de logements ont été construits et se poursuivent pour arriver au chiffre d'un million. Ils seront offerts au peuple (de façon arbitraire) et contrôlés par les usagers eux-mêmes (théoriquement), selon les principes autogestionnaires.
4. ↑ Diosdado Cabello, très critiqué au Venezuela, est ce genre d'individu. L'ancien président de l'Assemblée Nationale est soupçonné d'être propriétaire de plusieurs entreprises (comme la chaîne FarmAhorro ou les industries de pêche EVEBA, et Anchois Margarita), ce qu'il n'a jamais démenti : voir « [Diosdado Cabello responde a Aporrea: Que me expropian](#) », *El Diario de Caracas*, 05/09/2013. Associé au business et accusé à plusieurs reprises pour corruption et malversation, il a été rebaptisé par les camarades de son parti (PSUV) comme le représentant de « la droite endogène » de la révolution. Valentina Lares Martiz, « [Diosdado, el poder detrás del poder en Venezuela](#) », *El Tiempo*, 20 mai 2015. Il fut très proche du politicien Manuel Barroso, président de Cadivi avant de devenir général de brigade. Il est donc très certainement impliqué dans le détournement de fonds orchestré par l'institution du contrôle des changes. Voir [cet entretien avec Héctor Navarro](#).
5. ↑ Renaud Lambert, « [Venezuela, les raisons du chaos](#) », *Le Monde Diplomatique*, décembre 2016. Il s'appuie notamment sur Daniela García, « Fuga de capitales : Sello revolucionario. », *La Verdad*, Maracaibo, 1er juillet 2013.
6. ↑ 1 dollar pour 4000 bolivars. Le taux est défini par « Dolar Today ». Le 19 décembre 2016, un dollar s'échange à 2620 bolivars au marché noir.
7. ↑ Alfredo Serrano, « Venezuela, frente a la emergencia económica », *Le Monde Diplomatique*, édition bolivienne, avril 2016.
8. ↑ Voir « [Ingreso de divisas por venta de petróleo cayó 4.207% en 6 años](#) », AVN.Info, 17/02/2016.
9. ↑ Le montant aurait été accordé par la Banque Centrale du Venezuela (BCV) à travers la Commission d'Administration des Devises (Cadivi), aujourd'hui appelée le Centre National du Commerce Extérieur (Cencoex). « Diverses fuites ont montré que la Commission d'administration des devises du Venezuela (Cadivi, ancêtre du Cencoex) s'était rendue coupable en allouant des dollars à des sociétés complices. Selon les estimations officielles, près d'un tiers des sommes distribuées par cette agence profitaient à des sociétés fantômes. La gouverneur de la Banque Centrale de l'époque, Mme Edmée Betancourt, a estimé que le coût de cette fraude pouvait atteindre 20 milliards de dollars par an, environ 4% du produit intérieur brut (PIB). »
10. ↑ Voir le document [disponible en ligne](#). « Selon les calculs du trimestriel Macromet, la fuite des capitaux (surfacturation des importations comprise) aurait atteint 170 milliards de dollars entre 2004 et 2012, soit pratiquement 160% du PIB de l'année 2004. » (Renaud Lambert, « Venezuela, les raisons du chaos. », *Le Monde Diplomatique*, décembre 2016). Voir Miguel Angel Santos, « Venezuela : de la represión financiera a la posibilidad de default », *Macromet*, vol. 1, n°3, novembre 2014.
11. ↑ Voir le [site de la Plate-forme](#). En effet, dans sa réponse, le Conseil Moral Républicain ne se déclare pas apte à initier une investigation de ce type, [a déclaré l'ancien ministre Héctor Navarro](#).
12. ↑

13. ↑ « Le président de la commission des affaires financières du Parlement, le député de l'opposition Freddy Guevara, du parti Voluntad Popular, branche radicale de l'opposition, évalue le préjudice de PDVSA à 11 milliards de dollars entre 2004 et 2014, quand Rafael Ramirez était à la tête de l'entreprise. D'après l'enquête du député, des sommes détournées ont été « lavées » dans des paradis fiscaux. Freddy Guevara demande la destitution de l'ancien responsable, pilier du chavisme, de son poste d'ambassadeur aux Nations unies. » (J-B. Mouttet, « [Le Venezuela sombre, emporté par la corruption et la fuite des capitaux](#) », *Mediapart*, 24/12/2016.

14. ↑ Au Venezuela la répartition Capital/Travail a évolué, mais pas en défaveur du Travail. En 1998 le Travail a reçu une rémunération équivalente à 38% du Revenu National alors que la partie qui correspond au Capital était de 39%. En 2012, [selon le dernier chiffre disponible](#), la distribution du Revenu a évolué substantivement en faveur du Capital. La nouvelle répartition est la suivante : 42% pour le Capital et 32% pour le Travail.

15. ↑ La confusion est entretenue dans le discours par la classe politique dans son ensemble, si bien qu'on peut être facilement perdu et désabusé de la situation qui ne semble plus avoir aucun sens. Les catégories de « progressiste » et de « conservateur » ne fonctionnent pas, tout se mélange et tout se rejoint. Les repères s'effacent ou s'inversent. Marta Harnecker souligne par exemple que « la droite s'est appropriée sans scrupule le langage de la gauche, ce qui est particulièrement notoire dans ses formules pragmatiques. Des mots comme *réforme, changement de structure, préoccupation pour les pauvres, transition* font partie du discours anti-populaire et oppresseur. ». Marta Harnecker, *Un mundo a construir (nuevos caminos)*, Ministerio del Poder Popular para la Cultura, 2013, p. 81.

16. ↑ Ferme de Barlovento: petite ville de l'Etat de Miranda, à deux heures et à l'ouest de Caracas. Le [travail de Centro Madre](#) vise à [enrichir la vie personnelle, sociale et culturelle, et à fortifier la sécurité alimentaire de la communauté](#).

17. ↑ Voir par exemple le [blog de la Fondation contre le Cancer du Mene Mauroa](#): village de l'Etat de Falcón, situé à quelques heures de Maracaibo. Pour faire un don à la Fondation il suffit d'écrire [à l'adresse suivante](#).

18. ↑ La démocratie n'est pas un luxe. Lorsque les injustices et la pauvreté augmentent, elle se délite, et l'autoritarisme peut alors ouvrir la voie à la dictature. « En 2004, une enquête menée par l'ONU sonde les opinions de vingt mille personnes dans toute l'Amérique Latine. La majorité des sondés se disent déçus par la démocratie car elle a laissé les inégalités intactes. Et les enquêteurs concluent : s'il ne s'attaque pas à la pauvreté, le système actuel pourrait mener à « une mort lente de la démocratie » et au rétablissement des dictatures militaires. » (Patrick Lehingue, « [Les classes populaires et la démocratie représentative en France](#) », *Savoir/Agir*, n° 31, Bellecombe-en-Bauges, mars 2015). Voir Serge Halimi, « Droitisation, mode d'emploi », *Le Monde Diplomatique*, juin 2015.

19. ↑ « Comme prévu dans le texte constitutionnel, le Président de la République a présenté le décret de l'État d'exception pour l'émergence économique devant l'Assemblée Nationale qui, suite à l'analyse effectuée par la commission spéciale, a décidé de ne pas l'approuver ; et ce, dans l'exercice de sa compétence de contrôle politique. Dans ces circonstances, il n'était pas nécessaire que le Tribunal Suprême de Justice se prononce à son tour sur la constitutionnalité du décret, dans la mesure où le refus émis par les députés devait signaler la fin du décret. Cependant, la Salle Constitutionnelle du Tribunal Suprême de Justice s'est prononcée le 11 février 2016, dans la sentence n °7 [dans les termes suivants](#) : « 3.1 - le contrôle politique de l'Assemblée Nationale sur les décrets qui déclarent l'état d'exception n'affecte pas la légitimité, la validité, la vigueur et l'efficacité juridique de ces mêmes décrets ; (...) Dans ce sens, la Salle Constitutionnelle a maintenu l'efficacité du décret sur l'état d'exception qui avait été rejeté par l'Assemblée nationale.

20. ↑ Pour Victor Alvarez, ancien ministre de l'industrie de Hugo Chávez (2005-2006), il y a au Venezuela « *une rupture de l'ordre constitutionnel* ». Il précise que « *quand le pouvoir législatif se dilue, qu'il n'y a plus de séparation des pouvoirs, que les droits des citoyens ne sont pas respectés, qu'il n'y a pas de transparence dans la gestion des fonds publics, on peut en conclure qu'il y a un fort affaiblissement de la vie démocratique* » (Jean Baptiste Mouttet, « [Le Venezuela sort de la scène démocratique](#) », *Mediapart*, 28 octobre 2016).
21. ↑ Durant le mandat d'Hugo Chávez, il fut notamment ministre de l'Industrie et du Commerce en 1999, ministre de l'État pour l'Intégration et le Commerce extérieur (2005-2007).
22. ↑ Hinterlaces, « [Arco Minero del Orinoco : ¿Desarrollo económico o destrucción silenciosa ?](#) », 27/08/2016.
23. ↑ « [Todas las voces todas](#) », *Página12.com*.
24. ↑ « [Maduro opta por los pulpos imperialistas: ha pagado más de 60 mil millones de dólares por deuda externa](#) », *Laizquierdadiario.com.ve*, 04/11/2016.
25. ↑ Voir Eric Toussaint, « [La deuda y el libre comercio como instrumentos de subordinación en Latinoamérica desde su independencia](#) », *CADTM.org*, 01/07/2016.